

Burundi : Rafles, tortures, surveillance généralisée...

Libération, 20 juin 2016 Au Burundi, «c'est dangereux d'aller sur une autre colline que la sienne» Rafles, torture, surveillance généralisée à Ngozi, dans le nord du pays, les contestataires (ou suspects) subissent le clan du président Nkurunziza. C'est devenu un geste ordinaire et presque machinal un peu partout au Burundi : quand le bus approche du barrage de police, les passagers sortent leur carte d'identité en silence. «Aïe va», dit le policier. Certains arrivent à Ngozi, la grande ville du Nord. D'autres continuent jusqu'à la frontière avec le Rwanda.

Depuis un an, cette frontière traverse des collines de bananeraies et de cafés est devenue un epicentre de la crise ouverte par la candidature à un troisième mandat du Président, Pierre Nkurunziza, élu en juillet après un scrutin tenu sous contrôle. C'est à Ngozi, on accuse Kigali, assimilé à un «pouvoir tutsi», d'avoir fomenté les manifestations du printemps 2015 et d'avoir dirigé les officiers ayant participé au coup d'Etat raté qui a suivi. Ces hutus et tutsis, ont formé les Forces armées nationales pour le Burundi, principal mouvement armé d'opposition avec le RPF (Résistance pour un Etat de droit). C'est au Rwanda, on accuse Bujumbura de cibler les Tutsis dans sa répression et de recevoir le soutien des Forces démocratiques de libération du Rwanda, issus des génocidaires hutus de 1994. Un an après, les Burundais qui ont les moyens ou leurs enfants sont devenus devenus de la frontière. «Si tu es rwandais, tu as des problèmes», glisse une enseignante une fois sortie du bus. Casiers de Ngozi, jadis prospère, voit ses habitants se vider, ses cultivateurs avoir faim et ses commerçants filer pour continuer les affaires et éviter les demandes de backchich de plus en plus pressantes du parti présidentiel, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie. Dans cette province natale de Nkurunziza, les taxis-motos n'ont plus le droit de circuler de 18 heures. Seules des patrouilles militaires et Imbonerakure, la Ligue de jeunesse du parti, vont et viennent dans les rues. Après maintes précautions, Antoine (1) est l'un des rares à accepter de raconter ce qu'il a vécu. Avant, c'était un simple agriculteur, amateur de Pierre Corneille, gagnant 40 centimes d'euro par jour dans les champs. Depuis son arrestation, le 18 avril, Antoine boite et parle bas, les yeux baissés ou sur le qui-vive. Au départ, il ne devait même pas aller avec deux amis à un autre sur une colline proche de la frontière. «Une vingtaine de jeunes ont demandé nos cartes d'identité. Ils ont dit que je n'étais pas de cette colline et que ça ne leur convenait pas.» A leur tee-shirt blanc à l'aigle noir ou simplement à leur aisance, Antoine reconnaît des Imbonerakure. Connaissaient-ils son engagement auprès d'un parti d'opposition ? Antoine ne veut pas qu'on mentionne ce parti dont il se dit «sympathisant». Il ne peut dire un mot si des Imbonerakure arrivent quelquefois. C'est dangereux d'être d'un autre parti et de l'autre colline que la tienne, surtout si tu as un peu d'argent sur toi. La bande exige deux casiers de Ngozi, ça dure jusqu'à la fin de l'après-midi. L'administrateur, chef local des Imbonerakure, confisque les portables. Le chef de police arrive dans un pick-up blanc. Antoine et son ami sont transférés dans une rue peu passante de Ngozi, où se trouvent les locaux de la Documentation, l'autre nom du Service de renseignement national (SNR). Les deux jeunes sont emprisonnés dans une cave pendant quatre jours, accusés de se rendre au Rwanda, d'appartenir à un groupe rebelle et de recruter des membres à Ngozi. «Le commissaire a apporté des armes en disant que nous avions été arrêtés avec. Je ne savais rien de tout ça.» Antoine montre une épaisse cicatrice sur chaque bras : la marque des cordes qui les retenaient mains derrière le dos, relâchées une fois par jour pour manger un peu de riz aux cailloux et aller aux toilettes. Ils dormaient accroupis, pieds ligotés. A côté d'eux, un vieil homme rwandais a été dépouillé de ses vêtements. Pas d'interrogatoire, mais des coups de barres de fer ou de plastique sur la plante des pieds, le dos, les jambes. Les coups se poursuivront dans une vaste maison de la ville de Kayanza, à une heure de Ngozi, où ils sont transférés, les yeux bandés, pour une semaine. «La nuit, on entendait des voitures arriver et déposer des gens. Ils étaient tabassés dans les pièces voisines. Tous les deux jours, ça recommençait.» Antoine a-t-il été relâché comme il le dit parce que des journalistes ont appris son histoire ? «Pour sortir de là, il faut être officier de l'aide de quelquefois d'un ministre de l'administration, la police ou le parti», explique l'un des rares observateurs des droits de l'homme encore présents à Ngozi. Les deux amis seront finalement sortis de nuit, la tête entre les jambes, à bord d'un pick-up qui les déposera à Ngozi et de Ngozi à Burundaise, Esther, 34 ans, a été accusée d'espionnage pour avoir fait des allers-retours entre Ngozi et Kigali. Elle a ce qu'elle appelle «des problèmes de nerfs» depuis dix ans. Esther éclate de rire : «Je suis allée chez Kagame [le président rwandais, ndr] pour que ma famille paye mon traitement !» Dans son sac à main, il y a une Bible, un roman à l'eau de rose et une robe rouge. Tout le reste est resté à la Documentation. La première fois, en avril, les policiers la sortent du bus mais la laissent partir. Son taxi sera suivi. Esther fait le chemin inverse d'habitude. Sa photo a été conservée au poste frontière, elle est arrêtée. Le commissaire écoute son histoire, celle d'une fille rattrapée par sa famille rwandaise, sans travail depuis le début de ses troubles, qui retourne au Rwanda quand ça va mieux, qu'on repousse au Burundi à chaque rechute. Elle est tout de même incarcérée à «la Doc» de Bujumbura, remplie d'anciens manifestants. Esther montre les marques de bâton sur ses cuisses. «Mais je ne me suis pas laissé faire !» En cellule, Esther tape les murs, brise une vitre, se déshabille. «Puis je leur ai montré comment on prie !» Les agents du SNR prennent peur. «Elle a libéré grâce à la maladie, mais elle va moins bien depuis», dit une psychologue qui la suit. Elle a vu ce qui se passait à la Documentation. Quand on a vu ça, on peut être tué. «Désordre organisé» En l'absence de preuves, peu de cas vont devant les tribunaux. A la prison provinciale - 1300 détenus pour 400 places -, 24 personnes en un an ont été incarcérées pour «atteinte à la sécurité intérieure» pour «injurer au chef de l'Etat». Selon la Ligue Iteka, association aux comptes gelés par le gouvernement, une fosse commune contenant trois corps a été découverte en avril à Busigan, entre Ngozi et la frontière. D'autres évoquent la disparition de plus de 20 personnes depuis janvier. L'administration locale, elle, ne cache pas sa volonté de lutter contre les «malfaiteurs, en particulier les Rwandais». «S'il y a un problème, l'administration, appuyée par la police, intervient avec l'aide de la population», sourit Radjabu Songambere, administrateur de Ngozi. Le régime peut

sâ€™appuyer sur un maillage administratif extrêmement resserré allant jusqu’à la «sous-colline» : dix ménages sous l’autorité d’un chef administratif. A chaque échelon, un «Comité mixte de sécurité» est chargé de la surveillance. Autre composé de membres de l’administration, des forces de sécurité et de la société civile. «Ces comités sont uniquement composés de membres du parti», explique une source à Ngozi. En février, un «mini» dispositif a été mis en place sans encadrement légal : le «cahier de ménage». Chaque chef de foyer doit déclarer ses membres, ses employés et ses visiteurs. Ne pas le faire peut entraîner des arrestations, si on n’est proche du pouvoir. Si, à Bujumbura, la répression prend la forme de rafles massives dans les quartiers «contestataires», elle se fait plus discrète et peut prendre un tour ethnique dans les provinces rurales : Hutus et Tutsis sont parfois séparés et traités différemment. «Les policiers me taxaient de Tutsi, comme si c’était un péché originel», se souvient Antoine. Alors que je suis Hutu ! «Le régime essaie de faire croire à la population que des rebelles viendront du Rwanda pour redonner le pouvoir aux Tutsis», analyse une source au SNR, inquiète de l’influence grandissante de jeunes agents sans formation d’ouvriers à Nkurunziza. La répression s’est aussi dotée d’une Brigade anti-mécontents travaillant avec la police. Documentation. «Non seulement il y a la répression politique avec une tendance ethniste, observe un observateur étranger, mais en plus l’instabilité est l’occasion pour beaucoup d’en tirer un intérêt financier et de régler des comptes. C’est un désordre organisé.» Des Imbonerakure viennent souvent voir si Antoine est toujours chez lui. Esther rigole : «Je n’ai vu personne mourir. Sauf moi.» (1) Le prénom a été changé. Par Pierre Benetti, envoyé spécial (Burundi)